2007-05332/

L'ÉCONOMIE EN BREF

MINISTÈRE DES FINANCES JUIN 2002

APERÇU

- Au premier trimestre de 2002, le produit intérieur brut (PIB) réel a connu une croissance marquée de 6,0 % à la suite d'un gain de 2,9 % au quatrième trimestre. Il s'agit du plus important taux de croissance depuis le quatrième trimestre de 1999.
- La demande intérieure finale a augmenté de 3,5 %, sous l'effet d'une hausse de 35,9 % de l'investissement résidentiel et d'une progression de 2,5 % des dépenses de consommation. Les investissements dans les machines et le matériel ont augmenté de 2,6 %.
- La hausse des importations de 5,2 % et la réduction des stocks de 6,7 milliards de dollars ont permis de satisfaire à une partie de la demande accrue.
- La hausse de la demande extérieure a fait progresser les exportations réelles de 5,9 %, ce qui a mis fin à une série de quatre baisses trimestrielles consécutives.
- L'augmentation des prix mondiaux de l'énergie, jumelée à la hausse des exportations réelles, a fait progresser l'excédent du compte courant de 5,9 milliards de dollars, le portant à 23,6 milliards.
- L'économie canadienne a engendré la création de 237 000 emplois nets au cours des cinq premiers mois de l'année. En mai, le taux de chômage s'élevait à 7,7 %, par rapport à 8,0 % en décembre.

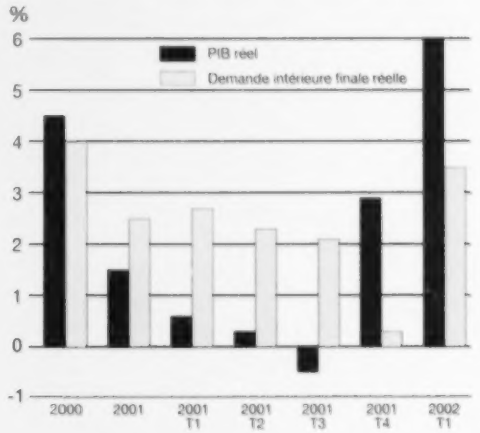
Forte croissance du PIB réel

Le PIB réel a connu une forte progression au premier trimestre, soit la seconde augmentation consécutive (graphique 1). La croissance de la demande intérieure et extérieure a stimulé la production canadienne.

Les dépenses de consommation augmentent

Les dépenses de consommation réelles ont augmenté de 2,5 % au premier trimestre, toutes les grandes catégories ayant concouru à ce résultat. La croissance des dépenses en biens durables, notamment le mobilier, a été la plus forte, alors que celle des dépenses au titre des services a été la plus faible.

Graphique 1
Croissance du PIB réel et de la demande intérieure finale réelle



Nota – Sauf indication contraire, les données et les variations en pourcentage sont en taux annuels. Les données qui paraissent dans le présent document sont celles du 7 juin 2002, à midi.

Principaux indicateurs économiques
(variations en pourcentage, taux annuels, sauf indication contraire)

	2000	2001	2001 T3	2001 T4	2002 T1	Date la plus récente	
Produit intérieur brut réel	4,5	1,5	-0,5	2,9	6,0	–	
Demande intérieure finale	4,0	2,5	2,1	0,3	3,5	–	
Dépenses publiques						–	
Biens et services	2,3	3,3	1,9	0,9	2,0	–	
Immobilisations brutes	3,0	11,5	14,1	18,5	2,3	–	
Dépenses de consommation	3,7	2,6	-0,3	4,1	2,5	–	
Construction résidentielle	3,5	4,7	8,3	23,9	35,9	–	
Investissements fixes des entreprises	8,2	-1,1	8,9	-25,3	-1,2	–	
Construction non résidentielle	6,4	0,8	-3,9	-7,5	-6,9	–	
Machines et matériel	9,3	-2,2	17,3	-34,5	2,6	–	
Investissements en stocks des entreprises (G$)	9,9	-3,5	-4,0	-12,7	-6,7	–	
Exportations	8,0	-3,8	-7,0	-0,6	5,9	–	
Importations	8,2	-5,8	-7,0	-16,9	5,2	–	
Solde du compte courant							
(nominal; G$)	27,8	30,0	17,6	17,7	23,6	–	
(% du PIB)	2,6	2,8	1,6	1,6	2,1	–	
Revenu personnel nominal	7,1	4,0	1,8	3,2	4,2	–	
Revenu personnel disponible nominal	6,9	4,4	3,1	5,2	4,5	–	
Revenu personnel disponible réel	4,7	2,5	2,3	6,4	1,8	–	
Bénéfices avant impôts	19,4	-8,9	-41,0	-31,9	67,6	–	
Coûts et prix (%, rythme annuel)							
Indice implicite du PIB	3,9	1,1	0,1	-1,2	-1,6	–	
Indice des prix à la consommation	2,7	2,6	2,7	1,1	1,5	1,7	avril 2002
IPC - hors les huit éléments les plus volatils	1,3	2,0	2,4	1,8	2,1	2,2	avril 2002
Coûts unitaires de main-d'œuvre	3,7	2,8	2,7	2,2	0,5		
Règlements salariaux (total)	2,5	3,2	3,4	3,0	2,9	3,2	mars 2002
Marché du travail							
Taux de chômage (%)	6,8	7,2	7,2	7,7	7,8	7,7	mai 2002
Croissance de l'emploi	2,6	1,1	-0,2	0,5	2,8	2,4	mai 2002
Marchés financiers (moyenne)							
Taux de change (cUS)	67,3	64,6	64,7	63,3	62,7	65,21	6 juin 2002
Taux préférentiel (%)	7,3	5,8	5,7	4,2	3,8	4,25	6 juin 2002

Nota – Les données réelles sont en dollars de 1997 (en chaîne).
Sources : Statistique Canada, Banque du Canada et Développement des ressources humaines Canada.

L'augmentation des dépenses de consommation a ralenti, par rapport au taux de 4,1 % enregistré au trimestre précédent. Cela est attribuable en grande partie au ralentissement des dépenses dans le secteur de l'automobile, par rapport au rythme de 39 % enregistré au quatrième trimestre, lorsque les fabricants ont offert des incitatifs aux acheteurs.

Les revenus plus élevés, les hausses marquées de l'emploi et du nombre moyen des heures de travail hebdomadaires ainsi que la baisse des taux d'intérêt ont contribué à la croissance des dépenses de consommation. Le revenu personnel disponible nominal a augmenté de 4,5 %. Le taux d'épargne des particuliers a baissé, passant de 4,8 % au quatrième trimestre à 4,7 %.

L'investissement résidentiel est très solide

L'investissement résidentiel a augmenté de façon marquée au premier trimestre, soit de 35,9 %, sous l'effet de réductions des taux d'intérêt tout au long de 2001 et au début de 2002, de la hausse des revenus et de la température plus clémente que d'habitude. Les trois grandes catégories d'investissement résidentiel ont contribué à la hausse. En fait, les mises en chantier ont fait un bond de 67 % pour atteindre leur niveau trimestriel le plus élevé en 12 ans, les ventes d'habitations existantes ont monté en flèche et les rénovations ont augmenté.

Les investissements fixes des entreprises se stabilisent

Les dépenses des entreprises en usines et en matériel ont baissé de 1,2 % au premier trimestre, après une chute de 25,3 % au quatrième trimestre. La construction non résidentielle a diminué de 6,9 %, soit un troisième recul consécutif. Cela traduit la baisse des dépenses dans les projets de construction et d'ingénierie.

L'investissement dans les machines et le matériel, à forte incidence sur les importations, a fait un gain modeste de 2,6 %, après un recul marqué de 34,5 % au trimestre précédent. Les investissements dans le matériel de transport, les logiciels et le matériel de télécommunications ont augmenté.

La réduction des stocks ralentit

Les entreprises ont réduit leurs stocks de 6,7 milliards de dollars au premier trimestre, en comparaison d'un retranchement de 12,7 milliards au quatrième trimestre. Cette décélération a fait augmenter d'environ deux points de pourcentage la croissance du PIB réel (graphique 2). Compte tenu de la solidité des ventes, le ratio des stocks aux ventes a chuté, atteignant le point le plus bas jamais enregistré.

Les exportations et les importations augmentent

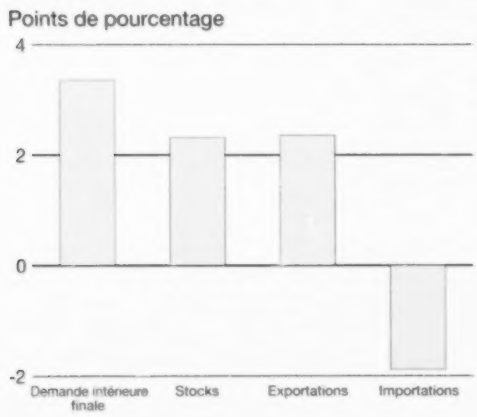
La demande extérieure de produits et services canadiens a augmenté au premier trimestre. Les exportations réelles ont progressé de 5,9 %, après quatre reculs consécutifs, des gains notables ayant été observés au chapitre des produits de l'énergie, du matériel de télécommunications et des biens de consommation.

Après cinq baisses trimestrielles consécutives, les importations réelles ont augmenté de 5,2 %. Les gains les plus notables ont été observés au chapitre des produits industriels et des produits de l'automobile ainsi que d'autres biens de consommation.

L'excédent du compte courant augmente

La hausse des prix mondiaux de l'énergie et l'augmentation plus élevée des exportations réelles par rapport aux importations a fait progresser la balance commerciale nominale de près de 5 milliards de dollars par rapport à son niveau du quatrième trimestre. Jumelée à une amélioration du déficit du revenu de placement, cette situation a fait augmenter l'excédent du compte courant de 5,9 milliards de dollars, pour le faire passer à 23,6 milliards, ou 2,1 % du PIB (graphique 3).

Graphique 2
Contributions à la croissance du PIB réel



Graphique 3
Compte courant en % du PIB nominal

L'inflation demeure contenue

Les pressions sous-jacentes de prix et de coûts sont demeurées contenues au premier trimestre. La hausse des prix mondiaux de l'énergie a contribué à une augmentation de l'indice implicite du PIB, après trois baisses de suite. Cette mesure exhaustive de l'inflation a progressé de 3,3 % au premier trimestre, mais est demeurée inférieure de 1,6 % au niveau enregistré l'année précédente. L'inflation selon l'indice des prix à la consommation est également demeurée faible, à 1,7 % en avril. L'inflation selon l'indice des prix à la consommation (IPC) de base, qui exclut les huit éléments les plus volatils, s'est établie à 2,2 % pendant le même mois.

La productivité du travail dans l'ensemble de l'économie a augmenté au premier trimestre : la production par employé a progressé de 3,1 %, tandis que la production par heure travaillée augmentait de 0,7 %. Les coûts de main-d'œuvre par unité de production ont dépassé de 0,5 % ceux de l'année précédente, en comparaison d'une augmentation de 2,2 % au quatrième trimestre.

Les bénéfices des sociétés font un bond

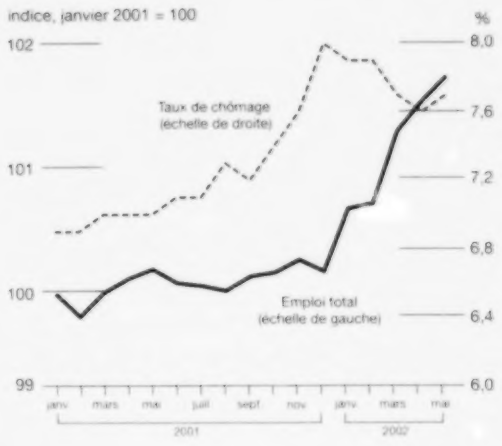
Les bénéfices des sociétés ont fait un bond de 67,6 % au premier trimestre, après trois reculs consécutifs. Cette situation s'est traduite par des bénéfices s'établissant à 13,3 % de moins qu'un an auparavant. La hausse des bénéfices a été particulièrement notable au sein des entreprises de fabrication et de construction. La remontée des bénéfices est attribuable en partie à la liquidation des stocks à des prix plus élevés que le trimestre précédent. Ce fut tout particulièrement le cas du pétrole raffiné, des produits du bois et des métaux de première fusion.

L'emploi augmente subitement

L'emploi a augmenté de 2,8 % au premier trimestre. En avril et en mai, 67 000 emplois ont été créés, portant ainsi à 237 000 le nombre d'emplois créés cette année. La plupart de ces nouveaux emplois sont des emplois à plein temps dans le secteur privé.

L'activité accrue sur le marché du travail a incité 202 000 personnes à s'y joindre au cours de la même période. Par conséquent, le taux de chômage était de 7,7 % en mai, par rapport à 8,0 % en décembre (graphique 4).

Graphique 4
L'emploi et le taux de chômage



La Banque du Canada prend des mesures pour réduire les stimulants

Avec le raffermissement de l'économie canadienne, la Banque du Canada a réduit le nombre imposant de stimulants monétaires dans l'économie. Elle a haussé le taux d'escompte de 25 points de pourcentage le 16 avril, puis de nouveau le 4 juin. Elle avait réduit ce taux à 10 reprises en 2001 et au début de 2002, soit de 375 points de pourcentage en tout. Les taux d'intérêt à court terme au Canada ont suivi le taux d'escompte tout au long de cette période.

Les taux d'intérêt à long terme au Canada et aux États-Unis sont demeurés stables au cours de l'année et se rapprochent maintenant du niveau qu'ils affichaient à la fin de 2000.

Le dollar canadien a clôturé le 18 janvier à un plancher historique de 62,02 cents par rapport au dollar américain. Il a repris de la valeur depuis, ayant clôturé à 65,21 cents américains le 6 juin.

Statistique Canada est la principale source des données contenues dans cette publication. Pour toute demande d'abonnement, s'adresser au Centre de distribution, au (613) 995-2855. Pour tout autre renseignement concernant cette publication, communiquer avec Mostafa Askari, au (613) 992-3055. La publication se trouve également à l'adresse Internet suivante : www.fin.gc.ca. *This publication is also available in English.*